

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

12 août 2011

Index AI : ASA 33/011/2011

Pakistan. Le président Zardari doit tenir ses promesses de réforme dans les zones tribales

Asif Zardari, le président pakistanais, doit saisir l'occasion offerte par la commémoration de l'indépendance du Pakistan, le 14 août, afin de mettre en œuvre des réformes juridiques qui aideraient à protéger les droits humains dans les zones tribales du pays, qui sont ravagées par le conflit et marquées par la pauvreté.

Le 14 août 2009, le président Zardari a promis de réviser les lois déniaient aux citoyens des zones tribales certaines garanties fondamentales prévues par la loi et les excluant de la vie politique du pays.

Des millions de Pakistanais des zones tribales du nord-ouest du pays vivent depuis des décennies dans une « zone exempte de droits humains ». Cela fait des années qu'ils sont pris entre les déprédations commises par les talibans pakistanais et la brutalité des forces de sécurité du gouvernement ; par ailleurs, les taux de développement économique et d'accès aux soins médicaux et à l'éducation sont parmi les plus bas dans cette région. Il est temps pour le gouvernement pakistanais de respecter ses engagements et de permettre à ces personnes d'exercer leurs droits fondamentaux et de participer à la vie politique, ainsi que le président Zardari l'a promis il y a deux ans, a déclaré Amnesty International.

Le président Zardari a promis de réviser l'Ordonnance relative aux crimes commis dans la zone-frontière, une loi datant de l'époque coloniale qui autorise les châtiments collectifs tels que la destruction de villages, ainsi que la culpabilité par association, l'emprisonnement sans jugement et les détentions arbitraires, selon le bon vouloir de l'agent politique du gouvernement. Les habitants des zones tribales ne peuvent par ailleurs pas prétendre aux mesures de protections garanties par la Constitution et les tribunaux nationaux.

Asif Zardari avait également promis d'étendre le champ d'application de la Loi sur les partis politiques à cette région, et de permettre ainsi aux personnes habitant dans les zones tribales de devenir membres de partis politiques et de fonder leur propre parti, ainsi que d'envoyer des représentants à l'Assemblée nationale. Cela aiderait grandement à combler le vide politique ayant nourri l'insurrection dans la région.

Comme Amnesty International l'a fait remarquer dans son rapport de 2010 sur la situation des droits humains dans le nord-ouest du Pakistan, intitulé [*As If Hell Fell On Me*](#), il est urgent de réformer les lois qui produisent de l'exclusion, telles que l'Ordonnance relative aux crimes commis dans la zone-frontière, et d'étendre aux zones tribales le champ d'application de la loi relative aux partis politiques, afin d'enclencher un processus de lutte contre les abus et l'impunité chroniques auxquels sont confrontés les habitants de cette région.

La crise dans le nord-ouest du Pakistan n'est qu'un des nombreux problèmes que connaît le pays, en particulier l'escalade de la violence dans le Baloutchistan, où des homicides ciblés et des disparitions forcées sont attribués aux forces de sécurité de l'État comme aux groupes armés non étatiques, et les homicides ciblés qui endeuillent la ville de Karachi quotidiennement.

Le Pakistan connaît de graves problèmes sur le terrain des droits humains, et le gouvernement doit s'attaquer à chacun d'entre eux. Le conflit dans le nord-ouest semble exacerber plusieurs autres motifs de préoccupation considérables, tels que le déplacement massif de personnes, la multiplication des

attaques extrémistes et l'intolérance religieuse. Aider la population du nord-ouest du Pakistan pourrait aider le pays tout entier.